



---

## COMMUNIQUE

Mali

21 novembre 2022

---

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a annoncé la suspension de l'aide publique au développement pour le Mali<sup>1</sup>.

**Cette décision a des conséquences dramatiques, immédiates et de long-terme pour la coopération décentralisée franco-malienne**, tant sur le plan humain et partenarial que sur le plan juridique, administratif et financier. Les collectivités territoriales sont engagées au travers de programmes pluriannuels, suivant une stratégie de développement local établie conjointement avec leur partenaire, et souvent en concertation avec les services du MEAE. Stopper ces programmes, c'est nuire à des relations de confiance établies depuis des années, parfois jusqu'à trois ou quatre décennies. C'est aussi prendre le risque que d'autres acteurs, moins regardants sur le respect des droits humains ou la réciprocité, renforcent leurs liens avec le Mali.

Le Ministère précise que l'aide d'urgence et l'action humanitaire sont maintenues. Nous rappelons que les collectivités territoriales, *a fortiori* les Régions et les Départements, subventionnent dans le cadre de leur stratégie à l'international des associations ou des diasporas de leur territoire qui agissent au Mali. Elles ont pris des engagements et sont liées à ces organisations par des relations contractuelles.

**La suspension de l'APD signifie l'arrêt de ces aides au profit d'acteurs humanitaires ou de l'urgence**, engagés dans des projets locaux qui contribuent aux services essentiels tels que l'accès à l'eau et l'assainissement, à la sécurité alimentaire, à l'éducation de base, etc. Cette décision nuit à l'image des collectivités, aux relations qu'elles ont avec leurs partenaires historiques ou avec les acteurs de la solidarité sur leur territoire.

Quand les relations entre les Etats sont altérées ou rompues, les partenariats de coopération décentralisée permettent de maintenir le lien entre les populations, de territoire à territoire.

Cités Unies France, à travers ses instances dirigeantes et le groupe-pays Mali, poursuivra son plaidoyer auprès de l'Etat pour que l'APD des collectivités soit rétablie.

*Une réunion du groupe-pays Mali de Cités Unies France aura lieu jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2022.*

**Benoît Pilet**  
Vice-Président de Cités Unies France  
Président de la mission Sahel de Cités Unies France  
Adjoint au Maire d'Angers délégué aux Relations internationales et à l'Europe

**Halima Menhoudj**  
Présidente du groupe-pays Mali de Cités Unies France  
Adjointe au Maire de Montreuil en charge de la Coopération décentralisée, de la solidarité internationale, et des populations migrantes

---

<sup>1</sup> [Mali - Suspension de l'aide publique au développement \(16.11.22\) - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères \(diplomatie.gouv.fr\)](https://diplomatie.gouv.fr/fr/actualites/2022/11/21-mali-suspension-de-l-aide-publique-au-developpement-16-11-22)